



Une Assemblée très féminisée

Avec 224 élues, le record de députées au Palais Bourbon est battu. Le parti du président souhaite aussi placer l'une d'entre elles au perchoir.

JM JARRASSÉ @jmjarrasse

UNE ASSEMBLÉE renouvelée et profondément féminisée. Le grand coup de balai donné sur l'Hémicycle dimanche permet l'arrivée au Palais Bourbon d'un nombre inédit de femmes députées. Le record - 155 députées en 2012 - est largement battu avec 224 élues, soit près de 40 % des députés de la nouvelle législature. Une avancée spectaculaire, alors que la proportion de femmes députées dépassait difficilement les 10 % il y a dix ans.

Cette féminisation va nettement améliorer le classement de la France, jusqu'ici au 64^e rang mondial en termes de parité parlementaire, loin derrière la Belgique (19^e), l'Allemagne (22^e) ou la Suisse (36^e). « C'est une avancée remarquable pour un partage effectif des responsabilités entre les femmes et les hommes, preuve que la parité n'est plus une option mais une exigence démocratique », se réjouit Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'égalité

entre les femmes et les hommes. Elle réclame désormais un « réel partage du pouvoir à l'Assemblée, aussi bien au bureau (présidence, vice-présidence, secrétaires, etc.) qu'à la tête des commissions ». Sous la V^e République, aucune femme n'a jamais occupé la présidence

« C'est une avancée remarquable pour un partage effectif des responsabilités entre les femmes et les hommes »

DANIELLE BOUSQUET, PRÉSIDENTE DU HAUT CONSEIL À L'ÉGALITÉ

de l'Assemblée. Une fatalité à laquelle la nouvelle majorité pourrait mettre un terme en nommant une députée au perchoir, un scénario évoqué dans l'entourage du couple exécutif (lire page 6).

Le mouvement vers la parité était d'ailleurs l'un des objectifs affichés par La République en marche, qui avait



Aurora Bergé, nouvelle députée LREM des Yvelines, lundi, à l'Assemblée nationale. J.-C. MARMARA/LE FIGARO

présenté légèrement plus de femmes que d'hommes aux législatives. Le parti présidentiel compte la part la plus importante de femmes dans ses rangs, avec 47 % d'élues. Suivent le MoDem (45 %), La France insoumise (41 %), le PS (38 %), le FN (25 %), LR (24 %), le PCF (20 %) et enfin l'UDI (17 %).

Les partis qui comptent le moins de députées sont également ceux qui ont présenté le moins de candidates : LR et l'UDI, par exemple, avaient investi moins de 40 % de femmes. Un non-respect de la parité sanctionné par des retenues sur les aides publiques aux formations politiques, qui ont été dou-

blés par la loi de 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Lors de la précédente législature, Les Républicains, qui n'avaient présenté que 25 % de femmes en 2012, avaient dû renoncer à plus de 18 millions d'euros de subventions. ■

Des députés plus jeunes

LORIS BOICHOT @lboichot

LE VISAGE de l'Assemblée nationale a rajouté 5 ans. L'âge moyen des députés est passé de 54 ans en 2012 à 48 ans aujourd'hui. Le cru législatif de 2017 est l'un des plus jeunes de la V^e République, avec les renouvellements gaullistes et socialiste de 1958 et de 1981 (49 ans), l'Assemblée la plus âgée restant celle de 2007 (55 ans). Le nombre de retraités a fondu de plus de moitié, de 106 à 41 élus. L'âge moyen des députés se rapproche ainsi de celui des Français (41,2 ans).

Cette cure de jeunesse repose sur les élus de La France insoumise (43 ans) et de La République en marche (45 ans et demi), qui sont en moyenne les plus jeunes, devant le Front national (48 ans), Les Républicains (52 ans contre 55 ans en 2012) et le MoDem (53 ans). Le Parti socialiste (54 ans), le Parti communiste (54 ans et demi) et l'UDI (56 ans et demi) ont les moyennes d'âge les plus élevées.

Le benjamin a 23 ans

En 2012, une seule élue avait moins de 30 ans - Marion Maréchal-Le Pen, 22 ans - et le Palais Bourbon comptait trois octogénaires sur ses bancs. Aujourd'hui, 29 députés ne sont pas toujours pas trentenaires. Élu dans le Pas-de-Calais, Ludovic Pajot (FN) sera à 23 ans le benjamin de l'Assemblée nationale. « Je suis fier de représenter la jeunesse et de participer au renouvellement du personnel politique », explique au Figaro ce licencié en droit. À 79 ans, le député LR des Alpes-Maritimes Bernard Brochand entame son cinquième mandat et sera le plus âgé dans l'Hémicycle. « Je suis en pleine forme. Certainement bien plus frais que mes détracteurs et concurrents », répond l'ancien maire de Cannes.

L'Assemblée de 2017 affiche ainsi le visage du renouvellement promis par Emmanuel Macron, plus jeune président de la République élu (39 ans), devant Louis-Napoléon Bonaparte (40 ans). Ces 577 députés sont en moyenne plus jeunes que les 23 membres qui composent l'actuel gouvernement (54 ans). Plus jeunes aussi les ministres et secrétaires d'État de l'équipe Ayrault (57 ans) et des deux gouvernements Valls (54 ans). Enfin, les députés élus dimanche sont de quinze ans les benjamins de leurs homologues sénateurs (64 ans). ■

L'archipel des rescapés

SEULS 147 DÉPUTÉS ONT RÉUSSI À SAUVER LEUR SIÈGE DANS LA NUIT DU 18 JUIN. VOICI LEUR IMPLANTATION TERRITORIALE SOUS FORME D'ÎLES DANS UN OcéAN DE NOUVEAUTE.



147 SUR 577 ÉLUS ONT RETROUVÉ LEUR SIÈGE

GUILLAUME TABARD @GTTabard

Ils sont les survivants de la dernière Assemblée. Un quart seulement des députés sortants ont retrouvé leur siège. Ce qui fait de la nouvelle Assemblée nationale la plus renouvelée de la Ve République. Même en 1958, les nouveaux n'occupaient qu'une moitié de l'Hémicycle. Ce taux de renouvellement historique s'explique évidemment par l'appariement de La République en marche dans le paysage politique, même si le futur groupe du parti comptera 23 « anciens » pour la plupart des élus PS, radicaux de gauche ou écologistes repartis sous l'étiquette macroniste comme Richard Ferrand (Finistère), Stéphane Travert (Manche), Joël Giraud (Hautes-Alpes), François de Rugy (Loire-Atlantique) ou seul sortant LR, le ministre Bruno Le Maire.

En valeur absolue, ce sont Les Républicains qui affichent le plus de sortants (60 au total), soit près de la moitié de leur futur groupe. Parmi eux, Éric Ciotti (Alpes-Maritimes), Guillaume Larrivé (Yonne), Marc Le Fur (Côtes-d'Armor) ou encore François Cornut-Gentille (Haute-Marne). Mais en valeur relative, ce sont les socialistes et les centristes qui comptent le plus de sortants dans leurs rangs : 23 députés PS dont le dernier président de groupe Olivier Faure, Manuel Valls ou les anciens ministres Delphine Batho et Guillaume Garot. Du côté de l'UDI, 14 des 17 sortants retrouvent leur siège dont les présidents du parti Jean-Christophe Lagarde et du groupe Philippe Vigier. Au PC, deux sortants remplissent, Marie-Georges Buffet et André Chassaigne. Au FN, on retrouve Gilbert Collard. Et parmi les non-inscrits : Jean Lassalle, Nicolas Dupont-Aignan, le DVG Olivier Falorni ou le maire d'Orange Jacques Bompard. ■

Les nationalistes corses entrent au Palais Bourbon

ANTOINE GIANNINI @GianniniAntoine A BASTIA

HISTORIQUE. Un qualificatif adéquat pour mettre un mot sur les résultats des élections législatives en Corse. Pour la première fois dans l'île, trois députés nationalistes vont faire leur entrée au Palais Bourbon accompagnés du député Républicain Jean-Jacques Ferrara (4^e circonscription de Corse-du-Sud).

Un raz-de-marée dans le paysage politique insulaire symbolisé par la chute des places fortes détenues par les partis dits « tra-

ditionnels ». Dans la 1^{re} circonscription de Haute-Corse, Michel Castellani (60,81 %) a renversé le député sortant, Sauver Gandolfi-Scheit, élu à l'Assemblée nationale depuis 2007. Un exploit pour ce professeur d'économie de 71 ans, militant de la première heure et adjoint au maire de Bastia en charge de l'urbanisme. Arrivé largement en tête, au soir du premier tour, Jean-Félix Acquaviva n'a pas tremblé pour rafter la 2^e circonscription de Haute-Corse (63,05 %), au nez et à la barbe de Francis Giudici (La République en marche). Le candidat malheureux n'a pas eu les épaules assez larges pour assu-

mer l'héritage laissé par le député sortant, Paul Giaccobi, en proie à des ennus judiciaires. En face, Jean-Félix Acquaviva, qui va devoir lâcher son poste de président de l'office des transports à la région, a su fédérer. L'ancien membre du syndicat étudiant nationaliste Ghuventu Paolina réalise le plus gros score de sa famille politique.

Mais la surprise est venue de la 2^e circonscription de Corse-du-Sud. Avant le second tour, Camille de Rocca Serra (Les Républicains), bien qu'affaibli sur ses propres terres, faisait figure de favori. C'était sans compter sur le séisme Paul-André Colombani

(55,22 %). Ce médecin généraliste de Zonza en Corse-du-Sud, a renversé une dynastie réputée intouchable. Camille de Rocca Serra régnait depuis 2002 sur la circonscription. Avant lui, son père, Jean-Paul de Rocca Serra, dont il a été assistant parlementaire, occupait le même poste depuis 1962.

Au-delà de la politique locale, où les nationalistes font figure d'épouvantail, les autonomistes comptent bien délivrer un vrai message au gouvernement d'Emmanuel Macron. Dans leur ligne de mire, la volonté d'obtenir plus de pouvoir institutionnel et législatif. ■

Un raz-de-marée dans le paysage politique insulaire que symbolise la chute des places fortes des partis dits traditionnels

eric delvaux
catherine boulay
le 5/7

avec tous les mercredis la participation d'un journaliste du quotidien

LE FIGARO

france inter